

Direction et gouvernement ne font pas de pause estivale... Alors les cheminot-e-s non plus !

29 juin 2018



DIRECTION ET GOUVERNEMENT NE FONT PAS DE PAUSE ESTIVALE, Alors les cheminot-e-s non plus !

Pourquoi il ne faut pas arrêter la grève !

Le gouvernement veut fuir ses responsabilités et se défaire sur le patronat pour le reste du processus et le passage à la négociation de la convention collective ! C'est oublier un peu vite les cheminot-e-s toujours en grève qui refusent inlassablement qu'on liquide leur statut et l'entreprise publique !

Dès cet été, ils veulent commencer à appliquer la réforme ferroviaire !

Pépy profite des appels communs d'arrêt de la grève de la ministre des Transports et de certaines centrales syndicales pour appliquer la réforme avant la réforme.

Dès cet été, suppression du titre 1 pour des ASCT de la région parisienne, recherche de polyvalence chez les commerciaux, démarrage du nouvel accord devant remplacer le statut des cheminot-e-s qui ne seront pas transféré-e-s, poursuite du

processus devant aboutir à l'écriture d'une convention de branche qui a démarré en 2013 et devrait se terminer avant 2020, et enfin l'annonce d'un plan massif de suppression d'emplois au Fret qui sera mis en œuvre après les élections... car il faut bien préserver leurs amis « partenaires » et repousser à plus tard les traductions concrètes de la contre-réforme ferroviaire vis-à-vis de l'opinion publique !

Nous n'avons pas fait 3 mois de grève pour leur permettre de transformer la SNCF en une société privée, finaliser le Fret en 2018, le TER en 2019, vendre le TGV en 2020 et écrire une réglementation ferroviaire que nous avons combattue en 2014, en 2018 !

Nous avons un moyen de pression avec les départs en vacances, c'est une réalité ... et nous sommes prêts à assumer le « cheminot bashing » de BFM et TF1.

SUD-Rail, avec les équipes qui le veulent, doivent lutter ensemble et en même temps !

Le syndicalisme d'accompagnement n'a pas pour objectif la convergence des luttes, mais celle de la division ! L'OS majoritaire n'a jusqu'à présent pas voulu changer son calendrier en avril, mai et juin, et a refusé, y compris dans ce cadre, d'agir avec les autres secteurs en lutte. Aujourd'hui, la situation le pousse à rejoindre la vision de SUD-Rail et de nombreuses AG, en acceptant d'autres modalités que son calendrier prévisible. Ainsi, nous pourrions nous associer aux autres secteurs en lutte, ce qui était très compliqué jusqu'à présent. Il est pourtant question d'une politique globale croisant les injustices !



Maintenant, il est indispensable que l'unité d'action se fasse en refusant l'application de la loi avec ceux qui poursuivent la grève !

- SUD-Rail lance un appel clair, sans aucune tergiversation, réclamant l'abrogation de la loi, le maintien du statut des cheminot-e-s, une entreprise unique et publique.
- SUD-Rail pose comme base revendicative : « Un seul statut, celui des cheminot-e-s pour l'ensemble des travailleurs du rail » !

Voilà les seules revendications qui permettent de sauver le statut de l'entreprise et des cheminot-e-s !

DIRECTION ET GOUVERNEMENT NE FONT PAS DE PAUSE ESTIVALE, Alors les cheminot-e-s non plus !

Pourquoi il ne faut pas arrêter la grève !

Le gouvernement veut fuir ses responsabilités et se défausser sur le patronat pour le reste du processus et le passage à la négociation de la convention collective ! C'est oublier un peu vite les cheminot-e-s toujours en grève qui refusent inlassablement qu'on liquide leur statut et l'entreprise publique !

Dès cet été, ils veulent commencer à appliquer la réforme ferroviaire !

Pépy profite des appels communs d'arrêt de la grève de la ministre des Transports et de certaines centrales syndicales pour appliquer la réforme avant la réforme.

Dès cet été, suppression du titre 1 pour des ASCT de la région parisienne, recherche de polyvalence chez les commerciaux, démarrage du nouvel accord devant remplacer le statut des cheminot-e-s qui ne seront pas transféré-e-s, poursuite du

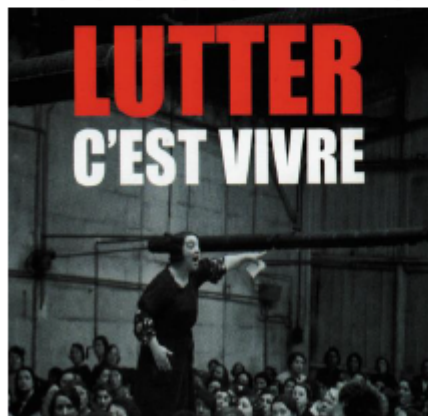
processus devant aboutir à l'écriture d'une convention de branche qui a démarré en 2013 et devrait se terminer avant 2020, et enfin l'annonce d'un plan massif de suppression d'emplois au Fret qui sera mis en œuvre après les élections... car il faut bien préserver leurs amis « partenaires » et repousser à plus tard les traductions concrètes de la contre-réforme ferroviaire vis-à-vis de l'opinion publique !

Nous n'avons pas fait 3 mois de grève pour leur permettre de transformer la SNCF en une société privée, filialiser le Fret en 2018, le TER en 2019, vendre le TGV en 2020 et écrire une réglementation ferroviaire que nous avons combattue en 2014, en 2016 !

Nous avons un moyen de pression avec les départs en vacances, c'est une réalité ... et nous sommes prêts à assumer le « cheminot bashing » de BFM et TF1.

SUD-Rail, avec les équipes qui le veulent, doivent lutter ensemble et en même temps !

Le syndicalisme d'accompagnement n'a pas pour objectif la convergence des luttes, mais celle de la division ! L'OS majoritaire n'a jusqu'à présent pas voulu changer son calendrier en avril, mai et juin, et a refusé, y compris dans ce cadre, d'agir avec les autres secteurs en lutte. Aujourd'hui, la situation la pousse à rejoindre la vision de SUD-Rail et de nombreuses AG, en acceptant d'autres modalités que son calendrier prévisible. Ainsi, nous pourrions nous associer aux autres secteurs en lutte, ce qui était très compliqué jusqu'à présent. Il est pourtant question d'une politique globale creusant les injustices !



Maintenant, il est indispensable que l'unité d'action se fasse en refusant l'application de la loi avec ceux qui poursuivent la grève !

- SUD-Rail lance un appel clair, sans aucune tergiversation, réclamant l'abrogation de la loi, le maintien du statut des cheminot-e-s, une entreprise unique et publique.
- SUD-Rail pose comme base revendicative : « Un seul statut, celui des cheminot-e-s pour l'ensemble des travailleurs du rail » !

Voilà les seules revendications qui permettent de sauver le statut de l'entreprise et des cheminot-e-s !

- **Emplacement : ré-agir ensemble** > Mobilisations et actualités > Actualités >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/DIRECTION-ET-GOUVERNEMENT-NE-FONT-PAS-DE-PAUSE-ESTIVALE-Alors-l-es-cheminot-e-s>